

LE TEMPS

portrait Vendredi 24 décembre 2010

Dick Marty, un justicier contre la raison d'Etat

Par Yelmarc Roulet

Resté procureur dans l'âme, le parlementaire tessinois est devenu par ses rapports retentissants pour le Conseil de l'Europe l'un des visages suisses les plus en vue. Itinéraire et méthode

Dick Marty a encore frappé. De sa maison du Malcantone, à peine rentré d'une mission en Géorgie, il observe la vague de réactions à son récent rapport sur le trafic d'organes au Kosovo. «Nous pensons qu'une poignée de prisonniers ont été conduits au centre de l'Albanie pour y être assassinés avant de subir le prélèvement de leurs reins dans une clinique improvisée», lit-on à l'alinéa 156 de ce document. Depuis, le Kosovo officiel clame son indignation. Hashim Thaçi, leader de l'armée de libération devenu premier ministre, crie vengeance. Micheline Calmy-Rey a renoncé à recevoir le prix que la jeune république lui décerne en remerciement de ses bons services. Un rapport embarrassant pour la politique suisse? A peine lui pose-t-on la question que Dick Marty la reformule: «Ce n'est pas seulement le DFAE que je gêne, mais toute la communauté internationale!»

Des rapports qui fâchent, Dick Marty en est devenu le spécialiste. En 2005, il se lance à la chasse des prisons secrètes de la CIA sur territoire européen. Son travail pour le Conseil de l'Europe va provoquer l'incrédulité, le scandale, les démentis. «Un rapport marqué par l'anti-américanisme primaire, avec plus de trous que l'emmental», dénonce un ministre anglais. Sauf que le Royaume-Uni finira par admettre que sa base de Diego Garcia, dans l'océan Indien, a bien été utilisée par les services secrets américains pour le transport de prisonniers, et George Bush par reconnaître l'existence de ces pratiques.

Fort de ce premier succès, le Suisse va se pencher ensuite sur les «listes noires de l'ONU» portant les noms de personnes soupçonnées de terrorisme. En 2008, quand sa compatriote Carla Del Ponte évoque dans un livre le trafic d'organes au Kosovo, il réagit alors avec scepticisme. Mais l'assemblée parlementaire de Strasbourg veut y voir plus clair. Il accepte d'être à nouveau rapporteur. «Il est resté procureur dans l'âme», note le conseiller national socialiste Andreas Gross, son complice au Conseil de l'Europe. Il cherche à mettre de l'ordre dans le désordre, à regrouper deux sources pour établir une évidence.»

C'est comme procureur du Sopraceneri que Dick Marty a fait parler de lui pour la première fois. Alors que la Suisse est arrosée d'héroïne et d'argent sale, il tient l'accusation contre la Lebanon Connection. Il revendique sa place dans une génération de justiciers célèbres, au Tessin mais aussi en Europe.

Aujourd'hui, ses retentissants rapports européens sont à mi-chemin entre ceux d'un politicien qui

jette un pavé dans la mare et ceux d'un juge d'instruction dont il n'a pas les moyens. «Il y a beaucoup de procès sans aveux où la cour juge selon son intime conviction», rétorque-t-il à ceux qui lui réclament des preuves.

De son enfance tessinoise, l'homme garde la marque d'une différence. Elevé par un père valaisan et une mère neuchâteloise qui lui a laissé son accent, il vient d'ailleurs, il est protestant, il souffre d'un grave problème de vue. «Ces expériences m'ont donné une certaine résistance contre le conformisme», a-t-il pu dire.

Quand il entre en politique, il choisit le Parti radical. Celui de la tradition minoritaire face à la puissance PDC, celui aussi d'un Etat social et vertueux. En homme de morale, Dick Marty défend la justice, les droits de l'homme. Il pourfend le pragmatisme des autorités, les accommodements de la realpolitik, le sacrifice des valeurs aux contingences immédiates. La raison d'Etat, le secret d'Etat, ce sont les ennemis à combattre.

Le Kosovo en est le meilleur exemple. En 2008, Micheline Calmy-Rey milite pour la reconnaissance du nouvel Etat suffisamment fort pour que le Conseil fédéral n'ait d'autre choix que de suivre. Dick Marty met en garde: la société civile n'étant pas prête pour administrer un pays neuf, le risque est grand de mettre à la tête de celui-ci les «parrains» du crime organisé. Mais la Suisse, où vit un Kosovar sur dix, préfère avoir pour interlocuteur un gouvernement indépendant et ayant accès aux financements internationaux.

Est-ce aveuglé par sa prévention contre le Kosovo qu'il a signé son rapport sur les trafics d'organes? C'est ce que prétend son camarade de parti Léonard Bender, qui trouve qu'il aurait dû se récuser. Le Tessinois répond au Valaisan qu'il a su démontrer son indépendance face aux Américains et face aux Russes et qu'il est ridicule de voir en lui un pro-Serbes.

«C'est une bête politique, mais un animal solitaire», résume Ignazio Cassis, autre radical sous la coupole fédérale. Il impressionne par son austérité, il irrite par son estime de soi. Il n'en fait qu'à sa tête et se marginalise dans un PLR dont l'orientation vers la droite économique le rebute. Mais il éclate sur la scène de Strasbourg, où il trouve une échelle et un écho à sa mesure. Il pourrait bien être le plus illustre des 636 membres de l'assemblée du Conseil de l'Europe, où il occupe le siège 243.

Sa notoriété internationale, il la voit peut-être comme une revanche sur la relative obscurité qui, en Suisse, entoure cet engagement. «Se rend-on compte que son travail dépend totalement de son investissement?» plaide Andreas Gross. Professionnel de la politique grâce à sa retraite de ministre tessinois, Dick Marty paie nombre de ses voyages de sa poche, ainsi qu'il le détaille sur son curriculum vitae.

A Berne comme à Strasbourg, l'image internationale de la Suisse lui tient à cœur. C'est pour elle qu'il a joué son rôle dans l'éviction de Christoph Blocher; pour elle qu'il se bat pour une hausse à 0,5% du PIB en faveur de l'aide au développement.

Au Tessin, certains se plaignent de l'avoir envoyé aux Etats «pour s'occuper de nos affaires et pas de la Tchétchénie», mais il a toujours été bien réélu. L'an prochain? On se voit mal lui dire non s'il demande une dérogation pour un 5e mandat. «Je n'ai pas encore eu le temps d'y réfléchir», coupe-t-il.

«Dick Marty est une personnalité exceptionnelle, note l'ancien conseiller fédéral Pascal Couchepin.

Mais il voudrait assainir le monde, dont il a une vision intransigeante. Il n'en faudrait pas dix comme lui au Conseil des Etats, la politique deviendrait impraticable.»

Le suivi de son rapport sur le Kosovo est des plus incertains. On ne sait pas trop qu'en faire, disent les officiels suisses. Le sénateur réplique en utilisant sa formule favorite: «Il était de mon devoir d'enclencher cette dynamique de la vérité.»

Pour l'heure, il se veut «le modeste porte-parole de tous les Kosovars qui en ont assez de la corruption et du crime organisé». Il reçoit de leur part, assure-t-il, une grande majorité de messages positifs. On est bien obligé de le croire.

Sur les forums destinés à la communauté albanophone, en revanche, on n'entend guère que la voix de Pristina.

LE TEMPS © 2009 **Le Temps SA**